ASSEMBLÉE NATIONALE

21 septembre 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1237)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 2057

présenté par

M. Quatennens, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Ratenon,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 30

I. – Supprimer les alinéas 2 à 10.

II. – En conséquence, supprimer l'alinéa 12.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le gouvernement souhaite modifier la composition de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et revenir sur le respect du rôle spécifique confié par la loi au Parlement s'agissant de la surveillance de l'établissement.

La Commission de surveillance de la CDC a pour vocation d'incarner l'autorité du Parlement sur l'institution.

Or cet article affaiblit le contrôle du Parlement, en portant à 5 (contre 1 aujourd'hui) le nombre de représentants de l'exécutif nommés à la discrétion du ministre en charge de l'économie. Ces personnalités viendront sans doute des grandes banques privées françaises. Ces derniers auront-ils à cœur la défense de l'intérêt général ou des intérêts privés de leur banque ?

De plus nous pensons que la présence de hauts fonctionnaires du Conseil d'État, de la Cour des Comptes ou de la DG trésor ont des compétences nécessaires à la surveillance de la CDC et auront comme unique objectif la défense de l'intérêt général.

Cet amendement vise ainsi à revenir sur les changements dans la composition de la Commission de surveillance, tout en conservant les deux seuls apports bénéfiques de ce texte : l'introduction d'une représentation des salariés et l'instauration d'une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.